



14 juillet : la santé et le progrès social d'abord !

Malgré les milliards d'euros d'aides de toutes sortes aux entreprises, sans aucune contrepartie, les annonces de plans sociaux se succèdent dans tous les secteurs d'activités comme : La Halle, Célio, Nokia, Airbus, Air France, Sanofi, Renault, Engie, Technicolor, Saint-Malo Manutention (dockers)...

Depuis des décennies gouvernement et patronat n'ont eu de cesse de justifier et de promouvoir la casse sociale, seule solution soi-disant pour sauver les emplois.

Depuis des décennies, le chômage, la précarité, la pauvreté ne cessent de grandir. Démonstration est faite, s'il le fallait encore, que jamais les licenciements ni la régression sociale n'ont sauvé l'emploi !

Malgré les promesses, gouvernement et patronat poursuivent la casse du droit du travail, des services publics, de l'hôpital, de la sécurité sociale, en bref du système solidaire français. Aucune leçon n'est tirée de cette crise sanitaire, aucune réponse n'est apportée aux urgences sociales et environnementales et ce n'est pas le changement de gouvernement, sans changement de politique, qui permettra de répondre aux enjeux d'aujourd'hui.

Les entreprises, les emplois, le droit du travail sont bradés sur l'autel de la compétitivité. Des accords de performance collective, véritable chantage à l'emploi, sont imposés par les employeurs dans de nombreuses entreprises, remettant en cause temps de travail, salaires, organisation du travail, hausse de la productivité.

La crise sanitaire que nous avons vécu n'a fait qu'accroître les inégalités sociales et la mise en lumière des premiers de cordée, des invisibles si essentiels à la vie de notre pays: personnels de santé et de l'action sociale, éboueurs, hôtesse de caisses, facteurs-trices, aides à la personne, livreurs, enseignant.e.s, agent.e.s municipaux-ales... Tous ces métiers si mal reconnus, si mal rémunérés.

Après cette crise sanitaire, nous ne voulons pas revenir à l'anormal !

Nous exigeons un véritable changement de société, une société qui répond aux urgences sociales et environnementales de façon durable, une société qui fait de la lutte contre toutes les discriminations une priorité. Il faut mettre fin à la dérive autoritaire de ce pouvoir au nom de « l'état d'urgence sanitaire », mettre fin aux violences policières et respecter les libertés publiques, notamment le droit de manifester.

Exigeons ensemble :

- **Des services publics, dont l'hôpital, avec des moyens pour répondre aux besoins des populations et permettant de progresser dans la réduction des inégalités sociales.**
- **Une sécurité sociale intégrale.**
- **Une réduction du temps de travail sans perte de salaire, pour travailler moins mais travailler toutes et tous.**
- **La revalorisation des salaires, de l'indice des fonctionnaires, des emplois essentiels et l'égalité Femme/homme.**
- **L'interdiction des licenciements**
- **La nationalisation de tous les secteurs essentiels à notre pays.**
- **L'abandon de la réforme des retraites et de l'assurance chômage.**

Pour toutes ces raisons l'intersyndicale CGT, FSU, Solidaires, Solidaires Étudiant.e.s, FSE d'Ille-et-Vilaine soutient l'initiative du collectif "le jour d'après" et lance un appel convergent à participer massivement au rassemblement le 14 juillet à 15h espl. Ch. de Gaulle avec manifestation vers le parc de Bréquigny.